



Réponse du Groupe Canal + à la consultation publique sur le projet d'avis du RSPG sur le dividende numérique – RSPG09-272 du 13 mai 2009

Le Groupe CANAL+ (ci-après « CANAL+ ») remercie le RSPG d'avoir ouvert une consultation publique sur son projet d'avis sur le dividende numérique, sur lequel il souhaite formuler les remarques suivantes.

1 / Périmètre du projet d'avis

CANAL+ relève avec satisfaction que le projet d'avis du RSPG se limite à la sous-bande 800 MHz. Pour CANAL+, il est en effet fondamental de préserver le reste de la bande UHF d'une part pour garantir la délivrance des services existants dans de bonnes conditions et d'autre part pour satisfaire les besoins identifiés pour le secteur audiovisuel. En effet, en France, l'extension de la télévision numérique terrestre (TNT) est toujours en cours et le plan de déploiement final prévoit une couverture de 95 % du territoire. Il ne saurait être question dans l'intérêt général de ne pas atteindre cet objectif.

En outre, d'autres services audiovisuels sont appelés à se développer dans l'intérêt de tous. On peut citer par exemple, parmi les services qui sont déjà clairement identifiés à ce jour et inscrits dans la loi française sur l'audiovisuel du 5 mars 2007, les télévisions locales, la télévision haute définition ou encore la radio numérique. Le développement de l'ensemble de ces services audiovisuels constitue incontestablement, au même titre que les nouveaux services mobiles, un enjeu majeur pour le secteur mais aussi pour l'Europe tant d'un point de vue économique (impact industriel) que culturel (nouveaux supports de diffusion, création de nouveaux contenus), et sociétal (fortes attentes des citoyens : qualité des images, mobilité).

2 / Nécessité impérative de protéger les services audiovisuels

CANAL+ regrette que le projet d'avis du RSPG se contente de renvoyer aux études en cours au sein de la CEPT sur les conditions techniques d'utilisation de la sous-bande et ne pose pas lui-même le principe fondamental de protection des services audiovisuels existants. A cet égard, CANAL+ considère que c'est aux fournisseurs des nouveaux services de garantir la protection des services existants, afin de leur permettre de poursuivre leur distribution dans de bonnes conditions, et ce dans l'intérêt de tous et notamment des téléspectateurs (cf. *infra* proposition d'amendements). Tout particulièrement s'agissant de

services audiovisuels sur abonnement délivrés aux téléspectateurs en vertu d'un contrat, toute perturbation de la qualité du signal délivré par des interférences nées d'une autre utilisation d'une bande voisine serait lourdement préjudiciable.

3/ Clarifier la question du coût de réaménagement des fréquences

CANAL+ regrette que le projet d'avis du RSPG (chapitre 4.5) soit aussi réservé sur la question de la prise en charge du coût des réaménagements des fréquences, en se limitant à encourager l'échange d'informations alors que dans son avis de 2007 (RSPG07-161), le RSPG avait reconnu la possibilité de faire supporter ce coût par les bénéficiaires des fréquences.

Sur ce sujet aussi crucial, CANAL+ suggère donc que le RSPG inscrive dans son avis de 2009 le principe selon lequel le coût de réaménagement des fréquences doit être intégralement pris en charge par les bénéficiaires du spectre libéré (cf. *infra* proposition d'amendements).

Ce principe est en effet de bon sens : les utilisateurs actuels du spectre ne sauraient être mis à contribution pour le réaménager afin d'y installer d'autres usages.

4/ Encourager une optimisation du spectre

Au-delà du dividende numérique, CANAL+ préconise l'étude d'autres pistes d'optimisation du spectre, tels que des travaux sur une optimisation en fonction des évolutions technologiques. En effet, on peut s'interroger sur l'optimisation du spectre par les opérateurs de communications électroniques sur les bandes de fréquences qui leur ont été dévolues depuis l'apparition du GSM.

C'est pourquoi, CANAL+ suggère que le RSPG inscrive dans son plan d'action 2010 la question fondamentale de l'optimisation des fréquences mobiles.

En conclusion, CANAL+ suggère que l'avis du RSPG reprenne les principes suivants :

- protection des services existants par les services nouveaux
- prise en charge du coût de réaménagement du spectre par les bénéficiaires des fréquences libérées.

Propositions d'amendements :

CANAL+ suggère au RSPG de modifier et compléter son projet d'avis avec les recommandations suivantes :

3. The RSPG recommends that the EC encourages Member States who are making available the 800 MHz band for new and/or enhanced ECN and ECS to apply WAPECS principles, particularly of service and technology neutrality, recognising that Member States may maintain broadcasting use in all or a portion of the band. **In the respect of the application of the WAPECS principles, new beneficiaries of the 800 MHz band should put in place efficient technical means in order to protect against any interference (meaning loss of quality of the services) existing services such as broadcasting services.**

(...)

9. The RSPG recommends that the Member States wishing to implement mobiles services in the 800 MHz band set up mechanisms which would ensure that the costs of the measures necessary to overcome such effects are integrally borne by those who will benefit from those frequencies.